Union Syndicale Solidaires 13

Reprenons l'offensive !

Les impasses de la politique d'austérité du gouvernement et la surenchère du MEDEF ne peuvent rester sans réponse ni mobilisation nationale.

Au mépris de ses promesses électorales et au prétexte de rembourser une dette qui n'est pas la notre, Hollande, met en œuvre une politique anti sociale qui n'est que la continuation voire l'accentuation de celle menée par Sarkozy. Le gouvernement Valls vient de faire passer en force la loi Macron qui s'attaque au droit du travail et aux acquis sociaux des travailleur-euses.

Ce gouvernement n'a de cesse de déclarer son amour du patronat et de le couvrir de cadeaux : le CICE, l'ANI, le pacte de responsabilité, ou la loi Macron pour encore plus de flexibilité. Il impose l'austérité au monde du travail : TVA augmentée, blocage des salaires et des pensions, dégradation de la protection sociale et des services publics etc. Et quand les salarié-es luttent pour défendre leurs conditions de travail ou leur emploi, comme c'est le cas dans notre département, sa seule réponse est la répression.

En 3 ans cette politique a appauvri ceux qui vivent de leur travail et enrichi ceux qui possèdent le capital. Le 1 % des ménages les plus riches a vu l'envolée de leurs revenus (essentiellement boursiers) pendant que le nombre de chômeur-euses a explosé ainsi que celui des exclu-es et des pauvres, dont certains ont pourtant un travail.

C'est la pire crise sociale que nous connaissons depuis 50 ans. Ensemble il est temps de dire que ça suffit ! Travailleurs-euses, que nous soyez salarié-es du privé, fonctionnaires, chômeur-euses, étudiant-es ou retraité-es, il faut nous unir et lutter. Les travailleur-euses n'ont jamais rien obtenu que par leurs propres luttes.

Appartenant au 1 % le plus riche, les élites dirigeantes essayent en permanence de diviser le monde du travail en vue de protéger leurs privilèges. Alors, travailleur-euses ne nous laissons pas diviser ou détourner de l'action par des questions religieuses, ethniques ou culturelles qui sont agitées en permanence par les médias aux ordres des nantis.

Cette politique au service de la finance et des patrons engendre un discrédit du « politique » et fait le jeu du Front National qui peut se présenter en « alternative au système ». Malgré ses efforts pour donner une « image modérée » ce parti est toujours aussi xénophobe, sexiste, liberticide. Son « alternative » n'est que la promotion d'un capitalisme national, au service des patrons, qui oppose les salarié-e-s, les citoyen-ne-s. Face à ce piège mortel pour la démocratie et pour nos droits, pour résister aux attaques et améliorer la situation, il n'y a pas d'autres voies que la lutte collective..

Il est urgent d'inverser le rapport de force. Les syndicats Solidaires, CGT, FO et FSU ont pris leurs responsabilité et appellent à une grande journée de lutte.

En grève et dans la rue le 9 avril à 10h30 au Vieux Port